

POUR REMÉDIER AUX DÉPARTS MASSIFS À LA RETRAITE

Sonatrach recrutera 3 000 personnes cette année

La Sonatrach envisage de recruter plus de 3 000 nouveaux travailleurs rien que pour cette année avec l'objectif de procéder au renouvellement de ses personnels partis à la retraite et qui se comptent par milliers depuis 2008, a confié le directeur des ressources humaines de la première entreprise du pays.

Kamal Broui, le DRH de Sonatrach, a révélé sur les ondes de la Chaîne 3, jeudi, que les départs massifs auxquels a été confrontée la 12^e plus grande entreprise pétrolière dans le monde devraient, en effet, être compensés par un recrutement tous azimuts qui s'étalera sur les cinq prochaines années. Depuis l'année 2008, ce sont en tout plus de 23 000 départs à la retraite, soit plus de la moitié des effectifs sans ses

filiales, qu'a enregistrés la Sonatrach, selon le DRH. Rien que pour les cinq dernières années, ils étaient une quinzaine de milliers à bénéficier du droit à la retraite, a détaillé le responsable des ressources humaines qui, à l'occasion, n'a pas manqué de souligner que le géant de l'industrie pétrolière privilégiera les recrues «opérationnelles et prêtes au travail immédiatement».

C'est dans cet ordre d'idées que

l'entreprise a établi ce que son cadre appelle «des passerelles» avec les universités pour les orienter dans les formations qu'elles dispensent vers les besoins réels de Sonatrach. Une stratégie dans laquelle l'Institut algérien du pétrole (IAP) de Boumerdès aura un rôle clé surtout quand on sait qu'il est prévu le lancement de post-graduations spécialisées pour répondre aux besoins spécifiques de la compagnie en compétences, en parallèle à une stratégie dédiée à la détection et de mise en valeur de travailleurs de haut vol. Le dernier concours de recrutement organisé par la compagnie, l'année dernière, n'a permis la résorption

que d'une partie du déficit en personnel. Ils ne sont en effet que 8 000 nouveaux travailleurs, sur une soixantaine de milliers de candidats ayant tenté leur chance, à faire partie des personnels de Sonatrach depuis quelques semaines, dont 60 % ont été affectés au sud du pays dans les installations en charge des activités de forage, d'exploitation et du processus de production, c'est-à-dire les profils prioritaires «pour assurer l'exploitation des installations et les maintenir au top de la technologie».

Pour les perspectives, afin de pallier les départs, un plan a été mis au point et prévoit le recrutement de 12 000 tra-

vailleurs, toutes catégories confondues, dans les cinq prochaines années dont 3 000, donc, rien que pour 2018.

Une nécessité pour compenser les massifs départs à la retraite, tout autant que le défi de modernisation face auquel se retrouve confrontée la compagnie qui entend se mettre au diapason de son «environnement interne et externe en évolution».C'est à ce titre que dans les prochaines semaines, plusieurs projets structurants seront lancés pour assurer la gestion et le développement des ressources humaines au sein de Sonatrach, a assuré Kamal Broui.

Az. Maktour

LE MINISTRE DES FINANCES L'A FAIT SAVOIR À PARTIR DE BLIDA

Des banques islamiques pour booster l'économie nationale

En marge d'une visite de travail qui l'a guidé, jeudi dernier, à Blida, le ministre des Finances, Abderrahmane Raouia, a fait savoir que la loi de finances 2018 prévoit la promotion des banques dites islamiques pour mieux booster l'économie nationale. Pour le ministre, cette nouvelle orientation donnera l'opportunité à ceux qui veulent investir dans ce créneau d'autant qu'un grand nombre d'Algériens préfèrent ce procédé bancaire, estimé licite sur le plan religieux.

Sur un autre volet, Abderrahmane Raouia a annoncé, même s'il n'a pas révélé le montant, que des sommes non négligeables d'argent émanant du marché parallèle ont pu être versées dans les banques, et ce, à la faveur de mesures introduites par les services publics. Tout comme il est revenu sur la note adressée, mercredi dernier, par la Banque d'Algérie à l'endroit de toutes les banques

pour les exhorter à plus de souplesse vis-à-vis des épargnants pour les encourager à procéder à des opérations de dépôt de fonds et à avoir un meilleurs accès à leurs dépôts. Cette nouvelle mesure, dira le ministre, participe à l'effet d'offrir plus de facilitations à l'épargnant, surtout, insistera Abderrahmane Raouia, que certaines banques ont fait preuve de «contraintes administratives» et plus particulièrement lorsqu'il s'agit de justifier l'origine des fonds. C'est ainsi que les banques sont invitées à mettre à la disposition de la clientèle les fonds demandés. Ces mesures sont, selon le ministre, loin de s'opposer à la loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent.

L'autre aspect en matière toujours de facilitation abordé par le ministre des Finances est celui relatif aux nouveaux moyens de paiement outre celui des chèques bancaires, à savoir le paiement en ligne et par carte bancaire. Des prestations inhérentes à cette nouvelle facilitation seront complétées en

2018, a-t-il précisé. Concernant l'ouverture d'agences de la Banque d'Algérie à l'étranger pour la communauté algérienne et ayant pour objectif de leur permettre un meilleur accès aux transferts de fonds, le ministre informera que cette démarche est à l'étude au niveau de son département. Sur un autre plan, le ministre des Finances dira que le système fiscal algérien est le meilleur dans le monde dont certains pays le reconnaissent. Dans le même sillage, il ajoutera que la recette fiscale s'est améliorée grâce à la concentration sur le recouvrement des impôts auquel ses services œuvrent pour mettre fin aux fuites fiscales, et ce, à la faveur de la mise en place de nouvelles techniques. Enfin, Abderrahmane Raouia rassurera les Algériens en matière de subvention des matières de première nécessité. Pour lui, l'État algérien ne changera pas sa politique dans ce domaine précis et continuera à les subventionner comme par le passé.

M. B.

GRÈVE NATIONALE DU CNAPESTE

58 enseignants licenciés à Boumerdès

Selon une source sûre de la Direction de l'éducation (DE) de Boumerdès, 58 enseignants grévistes ont été licenciés avec l'accusation d'abandon de poste. En contrepartie, cette institution aurait procédé au recrutement de 50 enseignants vacataires.

Pour cette source, l'administration de l'éducation nationale a strictement observé les procédures légales avant d'exécuter ces deux opérations. C'est une décision lourde qui n'a pas laissé indifférent le coordinateur du Cnapeste de la wilaya en question, Moula Si-Youcef, que nous avons joint par téléphone. Il juge, en effet, les licenciements et les recrutements illégaux. Il nous explique le pourquoi. «Pour qu'il y ait licenciement pour abandon de poste, un délai de 60 jours doit s'écouler.

De plus, le fonctionnaire ciblé doit recevoir personnellement la première et la seconde mises en demeure. Après une période de 44 jours entre le premier jour de l'abandon de poste et la rupture du contrat du travail, la décision de licenciement doit être signée par le

Directeur de l'éducation et cautionnée par le CF (contrôleur financier, ndlr) avant de la remettre à l'intéressé en personne. Le fonctionnaire concerné par cette rupture de contrat dispose de 15 jours pour introduire un recours.»

Si-Youcef précisera, en outre, que la grève nationale du Cnapeste a démarré le 30 janvier 2018 et elle a fait l'objet d'un préavis de grève déposé le 21 du même mois. Pour lui, les recrutements ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur puisque les enseignants nouvellement embauchés ne sont pas destinataires de décisions individuelles signées par le DE de la wilaya et avalisées par le CF. Au sujet du taux de suivi de la grève, la DE fait état de 8%. Gorge profonde

précise par ailleurs que sur les 1 500 enseignants en arrêt de travail, 400 d'entre eux ont repris leur travail. Voulant certainement diminuer l'impact de cette grève dans la wilaya de Boumerdès, d'où, rappelons-le, est partie, au début des années 2000, la création du Cnapeste, notre source s'est empressée de préciser que l'effectif enseignants de la wilaya de l'ex-Rocher noir compte 10.000 fonctionnaires. Le coordinateur du syndicat des enseignants n'est pas de cet avis. «Sur 48 lycées existants, 45 sont en grève. Dans les 3 lycées, le taux de participation varie entre 10 et 30%. Au niveau du moyen, sur 105 établissements, 99 sont en grève et pour le primaire, 140 écoles sur les 350 que compte la région, sont en arrêt de travail», dira-t-il.

D'après lui, sur les 10.000 enseignants de la wilaya, 5.285 sont en grève. Pour preuve de ses dires, Si-Youcef martèlera «que toutes les instances sécuritaires de la wilaya sont

en possession des chiffres réels que nous leur communiquons régulièrement». Malheureusement, ces perturbations sociopolitiques ont coûté la vie à un adolescent qui a été électrocuté à Bordj-Menaïel. Le jeune est sorti, jeudi, avec ses camarades dans une marche de protestation. Dans le même sillage de la protestation, des élèves du CEM Ahmed-Malek, d'El Kerma à l'est de la ville de Boumerdès, ont causé des dégâts à leur établissement. D'autres localités de la wilaya ont vu des adolescents sortir dans la rue. La DE n'a pu s'empêcher de pointer du doigt certains enseignants qui auraient manipulé les élèves. «Les élèves sont sortis dans la rue pour réclamer leurs enseignants et ils ne voulaient pas de ces nouveaux qu'ils ne connaissent pas», rétorque Si-Youcef qui affirmera, en outre, que le Cnapeste se démarque de tout acte de violence passé ou à venir.

Abachi L.

BÉJAÏA

Une foule imposante aux obsèques de Hamou Amirouche

Le moudjahid Hamou Amirouche, l'un des anciens officiers de l'ALN de la Wilaya III historique et secrétaire particulier du colonel Amirouche, qui a rendu l'âme à San Diego (USA) le 13 février dernier, a été enterré hier vers 14h dans sa commune natale de Tazmalt (Béjaïa).

Plusieurs centaines de personnes venues de différentes localités de la wilaya de Béjaïa et de nombreux compagnons d'armes, malgré leur âge et pour certains leur handicap, ont tenu par leur présence à rendre au défunt un hommage-mérite. Des personnalités à l'image du D' Saïd Sadi, ancien président du RCD et auteur d'un livre sur le colonel Amirouche, des députés de Béjaïa, Nordine Aït Hamouda, de la Fondation Amirouche, étaient aussi présents aux obsèques de l'ancien officier de l'ALN. «Hamou Amirouche est un acharné, un homme de conviction, que rien ne pouvait décourager. Il avait toujours l'Algérie dans son cœur et il est resté fidèle à ses anciens compagnons qu'il aimait évoquer à chaque occasion. Et dans son exil forcé, il écrivit un beau livre *Akfadou, un an avec le colonel Amirouche*. Ses lecteurs découvrirent le moudjahid authentique, l'intellectuel et sa belle plume pour raconter son parcours», dira à son propos son compagnon d'armes, Djoudi Attoumi, ancien officier de l'ALN avec qui il a partagé jeunesse et fougue, un an durant, dans la région de l'Akfadou, aux côtés du colonel Amirouche. Nombre de ses compagnons d'armes présents ont tenu également à mettre en relief le parcours exceptionnel de Hamou Amirouche au maquis à leurs côtés. Ils diront que le souvenir du défunt moudjahid restera à jamais gravé dans la mémoire de tous ceux qui l'ont connu. Beaucoup de citoyens présents aux funérailles n'ont pas manqué de déplorer l'absence de personnalités du gouvernement, des ministres et le wali qui ont brillé par leur absence.

A. Kersani

LE GROUPE HYUNDAI À BATNA

Le plus important investissement sud-coréen en Algérie

Ce sera le plus important investissement réalisé par une entreprise sud-coréenne en Algérie. Cela n'a pas été peut-être assez relevé mais le projet de Hyundai à Batna sera le plus important investissement jamais réalisé par la Corée du Sud en Algérie. Le 5^e plus grand constructeur automobile dans le monde, le groupe Hyundai, a décidé de voir grand et d'afficher des ambitions sérieuses pour son développement industriel dans notre pays.

Le sud coréen a choisi le groupe Global pour l'accompagner dans son développement en Algérie. Le pacte d'actionnaires a été signé par Hassen Larbaoui, P-dg de Global Group et Choy Donho, vice-président de Hyundai Motors Company, le 14 janvier dernier à Batna pour créer une société mixte selon la règle du 51/49, 51% du

capital pour la partie algérienne et 49% pour la partie coréenne.

Le groupe Hyundai est déjà lié au groupe du P-dg , Hassen Larbaoui puisque ce dernier fait déjà le montage de véhicules de la marque dans son usine GMI de Batna. Le protocole d'accord prévoit la construction d'une nouvelle usine. Elle sera implantée dans la zone

industrielle de Zana Beïda. Une surface de 150 hectares a été dégagée pour accueillir le constructeur ainsi que les sous-traitants, a indiqué le wali de Batna présent à la cérémonie de signature.

L'usine sera consacrée au montage de véhicules commerciaux et de bus de la marque Hyundai. Le projet prévoit un très fort taux d'intégration avec 40% dès le début de la production. Un important réseau de sous-traitants sera créé pour accompagner le projet. Hyundai, qui possède sa propre filiale de production de pièces détachées, participera au développement de jeunes entreprises algériennes pour la production de toute une panoplie de pièces qui entreront dans le process de

fabrication des véhicules. Un bureau d'études sera implanté pour faire profiter les entreprises algériennes de l'expérience mondiale du géant sud-coréen. Le projet prévoit également la création d'un Centre de recherche et développement pour favoriser le transfert de technologie.

Global Group, qui a déjà signé une convention avec l'Ansej et la Cnac, entend encourager et accompagner la création de centaines d'entreprises sous-traitantes. L'objectif de 1.000 PME est annoncé. Une surface de 45 hectares a été réservée sur le site de Zana Beïda pour accueillir toutes ces nouvelles entreprises. Des représentants du ministère de la Formation professionnel-

le étaient présents, avec des représentants du ministère de l'Industrie et des Mines, à la cérémonie de signature du pacte d'actionnaires. La volonté de créer tout ce tissu de sous-traitance montre bien que le groupe Hyundai entend réaliser un investissement d'envergure en Algérie, sans doute le plus important en Afrique. Kevin Kwon Lee, le directeur général de la zone Mena de Hyundai Truck&Bus a indiqué que son groupe a étudié les opportunités pour s'implanter dans les trois pays maghrébins et que le choix s'est porté en définitive sur l'Algérie. Le groupe sud-coréen entend faire de l'Algérie un véritable hub pour ses opérations africaines.

R. A.